

EXEMPLE ILLUSTRATIF - DONNÉES FICTIVES

Extrait de restitution LawDesk 360

Une vision structurée pour comprendre, décider et piloter les prochaines actions.

PERIMETRE ILLUSTRE

Cabinet fictif de 6 personnes · Microsoft 365 · logiciel métier · NAS · prestataire externe

UN LIVRABLE CONCU POUR PASSER A L'ACTION

Comprendre l'essentiel avant d'entrer dans le détail

Le rapport transforme les informations recueillies en constats compréhensibles, en décisions à prendre et en actions à confier aux bonnes personnes.

01

Voir

Une synthèse exécutive avant les analyses détaillées.

02

Décider

Des priorités reliées à un responsable et à une échéance.

03

Transmettre

Des demandes structurées pour le cabinet et ses prestataires.

LECTURE CONSEILLÉE

Commencer par la synthèse de la page suivante, puis consulter la cartographie et les constats selon les décisions à préparer.

Synthèse pour décider

SERVICES CARTOGRAPHIÉS

14

PRIORITÉS IMMÉDIATES

3

ÉCONOMIE POTENTIELLE

environ 1 680 €

à confirmer

HORIZON DE DÉCISION

30 / 60 / 90 jours

Ce qu'il faut retenir

Le cabinet dispose d'un socle fonctionnel, mais plusieurs contrôles essentiels ne sont ni généralisés ni démontrés. Les premières décisions portent sur les accès, la restauration et les usages IA. Les optimisations budgétaires ne sont proposées qu'après vérification des usages, dépendances contractuelles et préavis.

Base de travail : Questionnaire, entretien, inventaire et éléments non sensibles validés avec le cabinet.

Scores de synthèse

Sécurisation

52/100

À renforcer

Budget numérique

61/100

À rationaliser

IA responsable

35/100

À encadrer

Les trois décisions prioritaires

01

Identités, accès, équipements et prestataires

Activer la MFA sur 100 % des comptes, créer des comptes administrateurs nominatifs et tenir un registre des arrivées et départs.

02

Infrastructure et hébergement

Tester une restauration représentative, consigner sa durée et décider d'une copie isolée ou externalisée.

03

Usages de l'IA

Adopter une règle provisoire d'une page : usages autorisés, données interdites, anonymisation et validation humaine systématique.

30 JOURS

Sécuriser l'immédiat et mesurer les réflexes

60 JOURS

Formaliser les règles et déployer la sensibilisation ciblée

90 JOURS

Mesurer les progrès et installer un pilotage durable

Scores indicatifs : ils illustrent la méthode et ne constituent ni une certification ni une garantie de sécurité.

Cartographie des services numériques - 1/2

Chaque service est lu selon le même fil : hébergement, données, accès, coût, IA et bonnes pratiques.

SERVICE / OUTIL	COÛT	IA	BONNES PRATIQUES	HÉBERGEMENT	DONNÉES TRAITÉES	ACCÈS
Domaine, DNS et site internet OVHcloud · WordPress	720 € HT/an	Non	Partielle	Cloud France / UE	Coordonnées, formulaires prospects, contenus publics	Agence web + référent cabinet · MFA à confirmer
Messagerie et collaboration Microsoft 365	1 /584 € HT/an	Activée	Partielle	Cloud Microsoft · région UE	Courriels, agendas, contacts, pièces jointes	6 comptes · MFA active sur 4 comptes
Gestion du cabinet Logiciel métier avocat	6 /840 € HT/an	Non	Partielle	SaaS · hébergement UE déclaré	Dossiers, clients, temps, diligences, facturation	Avocats + secrétariat · rôles à revoir
GED et stockage partagé NAS Synology · SharePoint	1 /440 € HT/an	Non	Partielle	Hybride cabinet + cloud UE	Dossiers clients, actes, pièces, modèles	Groupes cabinet + partages externes à revoir
Échanges avec les juridictions RPVA · e-Barreau · e-Drive	480 € HT/an	Non	Respectée	Services numériques du CNB	Échanges juridictionnels et documents professionnels	Certificats et accès nominatifs des avocats
Signature électronique Prestataire eIDAS	720 € HT/an	Non	Respectée	SaaS UE	Conventions, mandats et documents à signer	Avocats + signataires externes par invitation
Recherche juridique Base juridique professionnelle	3 /600 € HT/an	Activée	Partielle	SaaS éditeur · localisation à confirmer	Recherches, requêtes IA et extraits de travail	Avocats · comptes nominatifs · règle IA absente

Lecture indicative : les solutions citées illustrent un cabinet fictif et ne constituent pas une recommandation d'éditeur.

LawDesk - exemple fictif - LawDesk 360 - page 3/9

**Budget annuel total des 14 services : 24 /000 €
HT/an**

Cartographie des services numériques - 2/2

Chaque service est lu selon le même fil : hébergement, données, accès, coût, IA et bonnes pratiques.

SERVICE / OUTIL	COÛT	IA	BONNES PRATIQUES	HÉBERGEMENT	DONNÉES TRAITÉES	ACCÈS
Téléphonie et mobiles VoIP · forfaits mobiles	2 /160 € HT/an	Non	Partielle	Cloud opérateur France	Journaux d'appels, contacts et messages vocaux	Équipe via postes, applications et mobiles
Accès Internet, réseau et Wi-Fi Fibre · routeur · Wi-Fi cabinet	840 € HT/an	Non	Partielle	Équipements au cabinet + opérateur	Flux réseau et journaux techniques	Équipe et invités · séparation Wi-Fi à confirmer
Sauvegarde et restauration NAS · copie cloud externalisée	1 /200 € HT/an	Non	À vérifier	Cabinet + cloud UE	Copies GED, messagerie et configurations	Prestataire administrateur · test non documenté
Sécurité des postes et mobiles Antivirus / EDR	720 € HT/an	Activée	Respectée	Postes + console SaaS UE	Télémétrie, alertes et événements de sécurité	Prestataire + référent cabinet
Maintenance et support informatique Prestataire externe	2 /400 € HT/an	À vérifier	Partielle	Outils de ticketing et télémaintenance du prestataire	Tickets, inventaire technique, captures et journaux	Techniciens externes · accès privilégiés à encadrer
Visioconférence et rendez-vous Teams · agenda en ligne	480 € HT/an	Activée	Partielle	Cloud Microsoft + SaaS UE	Agendas, participants, réunions et transcriptions	Équipe + invités externes
IA générative et transcription Outil IA professionnel	816 € HT/an	Activée	À vérifier	SaaS éditeur · traitement à confirmer	Prompts, textes et documents éventuellement importés	Comptes individuels · absence de règle commune

Lecture indicative : les solutions citées illustrent un cabinet fictif et ne constituent pas une recommandation d'éditeur.

LawDesk - exemple fictif - LawDesk 360 - page 4/9

Budget annuel total des 14 services : 24 /000 € HT/an

Matrice de décision - 1/3

Identités, accès, équipements et prestataires

P1 - IMMÉDIATE

ACTION PRESTATAIRE

ÉLÉMENTS EXAMINÉS

Inventaire de 6 comptes et entretien avec l'associé référent.

CONSTAT

La MFA est active sur 4 comptes sur 6, un compte administrateur est partagé et la procédure de départ n'est pas formalisée.

IMPACT POUR LE CABINET

Un accès ancien ou partagé peut rester utilisable sans attribution claire.

DÉCISION PROPOSÉE

Activer la MFA sur 100 % des comptes, créer des comptes administrateurs nominatifs et tenir un registre des arrivées et départs.

Responsable : Référent cabinet + prestataire | Échéance : Sous 30 jours

Infrastructure et hébergement

P1 - IMMÉDIATE

ACTION PRESTATAIRE

ÉLÉMENTS EXAMINÉS

Configuration déclarée des sauvegardes et derniers comptes rendus transmis.

CONSTAT

Une sauvegarde quotidienne existe, mais aucun test de restauration daté n'est disponible et la copie secondaire reste sur le même site.

IMPACT POUR LE CABINET

La capacité réelle de reprise n'est pas démontrée et un même incident peut atteindre la source et sa copie.

DÉCISION PROPOSÉE

Tester une restauration représentative, consigner sa durée et décider d'une copie isolée ou externalisée.

Responsable : Prestataire informatique | Échéance : Sous 30 jours

Matrice de décision - 2/3

Le patrimoine : données numériques

P2 - À PLANIFIER

VÉRIFICATION SPÉCIALISÉE

ÉLÉMENTS EXAMINÉS

Cartographie de la messagerie, du NAS et des espaces de partage cloud.

CONSTAT

Les documents sont répartis dans trois espaces, sans règle commune de conservation ni revue périodique des liens externes.

IMPACT POUR LE CABINET

Le cabinet identifie difficilement la copie de référence, les personnes encore autorisées et le moment où supprimer ou archiver.

DÉCISION PROPOSÉE

Définir le stockage de référence, revoir les partages externes et faire valider les durées de conservation par le conseil RGPD ou le DPO lorsque nécessaire.

Responsable : Associé référent | Échéance : Sous 60 jours

Coûts et abonnements

P2 - À PLANIFIER

DÉCISION DU CABINET

ÉLÉMENTS EXAMINÉS

Revue de 14 services, contrats et affectations de licences.

CONSTAT

Trois licences ne sont plus affectées, deux outils couvrent un usage proche et les échéances de renouvellement ne sont pas centralisées.

IMPACT POUR LE CABINET

Une économie potentielle d'environ 140 € HT par mois reste à confirmer après vérification des usages et préavis.

DÉCISION PROPOSÉE

Valider les utilisateurs, dépendances et dates de sortie avant toute résiliation ou renégociation.

Responsable : Direction du cabinet | Échéance : Sous 60 jours

Matrice de décision - 3/3

Usages de l'IA

P1 - IMMÉDIATE

DÉCISION DU CABINET

ÉLÉMENTS EXAMINÉS

Questionnaire utilisateurs et inventaire des outils déclarés.

CONSTAT

Deux outils d'IA générative sont utilisés sans liste approuvée, règle sur les données saisies ni exigence commune de validation humaine.

IMPACT POUR LE CABINET

Des informations confidentielles peuvent être exposées et une production non vérifiée peut être réutilisée dans un dossier.

DÉCISION PROPOSÉE

Adopter une règle provisoire d'une page : usages autorisés, données interdites, anonymisation et validation humaine systématique.

Responsable : Associé référent | Échéance : Sous 30 jours

Organisation, responsabilités et sensibilisation

P3 - À STRUCTURER

DÉCISION DU CABINET

ÉLÉMENTS EXAMINÉS

Diagnostic initial fictif des réflexes numériques, entretien de cadrage et revue du circuit actuel de signalement.

CONSTAT

Les réflexes face aux messages suspects et aux incidents varient dans l'équipe, sans fiche interne précisant urgence, contacts, décisions et éléments à préserver.

IMPACT POUR LE CABINET

Une demande frauduleuse peut être traitée trop vite et le signalement d'un incident retardé ou incomplet.

DÉCISION PROPOSÉE

Créer une fiche réflexe, attribuer les modules ciblés, nommer le décideur interne puis mesurer la progression de l'équipe.

Responsable : Direction + prestataire | Échéance : Sous 90 jours

Valeur documentée et transformation attendue

Ces chiffres sont fictifs. Une mission réelle distingue systématiquement les montants examinés, les pistes potentielles et les économies effectivement confirmées.

BUDGET NUMÉRIQUE
EXAMINÉ

24 000 € HT/an

base fictive réaliste

ÉCONOMIE POTENTIELLE

1 680 € HT/an

à confirmer

DÉCISIONS DOCUMENTÉES

6

dont 3 immédiates

ACTIONS PLANIFIÉES

9

avec responsable et échéance

Avant / après LawDesk

AVANT

Renouvellements et coûts répartis entre plusieurs factures



APRÈS

Budget annuel consolidé et calendrier des échéances

AVANT

Sauvegarde supposée fonctionner



APRÈS

Restauration testée, datée et assortie d'une décision sur la copie secondaire

AVANT

Comptes administrateurs et départs suivis oralement



APRÈS

Comptes nominatifs et registre des arrivées et départs

AVANT

IA utilisée selon les habitudes de chacun



APRÈS

Règle commune sur les outils, les données interdites et la validation humaine

AVANT

Réflexes variables face aux messages suspects et aux incidents



APRÈS

Diagnostic, modules ciblés et règles communes intégrés au plan d'action

Trois circuits de décision explicites

DÉCISION DU CABINET

ACTION PRESTATAIRE

VÉRIFICATION SPÉCIALISÉE

Plan d'action, contenu du rapport et suivi

30 JOURS

Sécuriser l'immédiat et mesurer les réflexes

- + MFA et comptes administrateurs nominatifs
- + Test de restauration documenté
- + Diagnostic initial des réflexes de l'équipe

60 JOURS

Formaliser les règles et déployer la sensibilisation ciblée

- + Stockage de référence et revue des partages
- + Modules de sensibilisation et fiches pratiques
- + Validation des licences, contrats et économies

90 JOURS

Mesurer les progrès et installer un pilotage durable

- + Évaluation finale et points restant à renforcer
- + Revue des actions avec le prestataire
- + Arbitrage des chantiers restants

SUIVI APRÈS RESTITUTION

Revue de décision à J+30 et 3 demandes de conseil numérique utilisables pendant 90 jours.

Contenu du rapport détaillé LawDesk 360

- + synthèse exécutive
- + cartographie des outils numériques
- + bilan des coûts récurrents
- + projection annuelle et sur 3 ans
- + analyse coût / usage / risque
- + revue messagerie / domaine / délivrabilité
- + revue sauvegardes / restauration
- + revue comptes / accès / MFA
- + cartographie des données, stockages et partages
- + revue infrastructure / hébergement / postes / mobiles
- + revue prestataires et dépendances
- + état des lieux IA responsable
- + points de vigilance RGPD / données / confidentialité
- + tableau des économies potentielles à confirmer
- + plan d'action 30 / 60 / 90 jours
- + recommandations à transmettre au prestataire informatique
- + compte rendu de la revue de suivi à J+30

Exemple fictif destiné à illustrer la forme du livrable. Les constats, scores, économies et délais d'une mission réelle dépendent des éléments examinés et de la validation humaine. LawDesk ne réalise pas un audit juridique RGPD, un test d'intrusion ou une garantie de conformité.